

Mon collègue, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), a parlé des banques de nourriture mises sur pied à Kamloops. Mon collègue, le député de Winnipeg-Saint-James (M. Keeper) et moi-même savons que, depuis un an, les institutions comme l'Armée du Salut ont dû élargir énormément leurs services et qu'un plus grand nombre de personnes âgées, d'âge moyen et même de jeunes vont là-bas tous les jours pour avoir de quoi manger.

Je suis assez vieux pour avoir connu la crise des années 1930...

Une voix: Vous étiez très jeune.

M. Orlikow: J'étais très jeune à l'époque, c'est vrai—mais je me souviens des soupes populaires auxquelles des dizaines de milliers de chômeurs devaient aller pour pouvoir subsister. Depuis 1940, depuis le début de la Seconde Guerre mondiale où nous nous sommes rendus compte non seulement que le plein emploi était possible, mais que nous y étions parvenus, comme des milliers d'autres Canadiens, j'ai cru que nous ne verrions jamais ce genre de situation se reproduire. Et pourtant, nous en sommes de nouveau au même point et pas seulement à Kamloops ou à Winnipeg; c'est la même chose à Vancouver, dans des villes prospères comme Calgary, Regina et Toronto et sans doute dans toutes les petites villes du Canada. C'est une véritable honte. Je trouve honteux qu'une situation pareille puisse exister dans un pays aussi riche que le nôtre, un pays qui possède autant de ressources et une jeunesse aussi instruite. Et pourtant, c'est la réalité et la situation va s'aggraver, car le gouvernement a renoncé à faire des efforts pour que les citoyens vivent dans des conditions décentes.

Le gouvernement présente une mesure qui, selon nous, marque seulement le début d'une attaque généralisée contre les programmes sociaux qui nous ont rendu de tels services depuis 1945, simplement pour économiser 115 millions de dollars en 1983. Et tout cela, parce que ce gouvernement ne veut pas qu'on croie qu'il dépense beaucoup pour les programmes sociaux. Comparé à d'autres pays, nous ne sommes pas parmi ceux qui dépensent le plus pour les programmes sociaux. David Ross, dans son livre, *The Working Poor*, publié en 1981, comparait les programmes sociaux du Canada à ceux d'autres pays et faisait la remarque suivante:

D'après les données de 1974, le Canada se place treizième sur les dix-sept pays de l'OCDE pour les dépenses de maintien du revenu exprimées en pourcentage du produit national brut.

Monsieur le Président, nous ne sommes pas parmi ceux qui dépensent le plus et nous ne l'avons jamais été. Nous n'avons jamais été dans la même catégorie que des pays comme l'Allemagne de l'Ouest, la Hollande, la Belgique, la Norvège ou la Suède. Cependant, le gouvernement actuel qui, pour des raisons que je ne tiens pas à mentionner aujourd'hui, a mis en vigueur bon nombre des programmes que nous avons aujourd'hui (poussé par d'autres partis, par des organismes comme le Congrès du travail du Canada, par le Conseil canadien de développement social), essaie maintenant, aussi vite qu'il le peut, d'obtenir un appui non pour stabiliser la situation, non pour améliorer les programmes que nous avons, mais pour les restreindre.

Allocations familiales—Loi de 1973

Une fois le processus de restrictions entamé, le gouvernement et le ministre savent sûrement que de nombreuses personnes importantes, riches et influentes, de nombreux organismes comme l'Association des manufacturiers canadiens et la Chambre de commerce du Canada, seront heureux de se joindre à eux pour persuader le public canadien que nous devons effectuer des réductions, car nous ne pouvons pas nous permettre tous ces programmes.

Nous n'acceptons pas cette idée. Nous estimons que notre pays doit non seulement maintenir les services qu'il a établis au cours des années, mais aussi les améliorer, car nous devons rattraper d'autres pays qui ont fait beaucoup plus que nous pour leur population.

Les allocations familiales sont notre seul programme qui reconnaisse le coût de l'éducation des enfants et l'importance de ceux-ci pour la société canadienne. On a estimé qu'il en coûtait \$500,000 ou plus pour élever un enfant si l'on compte les dépenses réelles, les heures supplémentaires de travail de la part des parents et le revenu que la mère aurait pu avoir si elle n'avait pas interrompu sa carrière. Au bout du compte, c'est l'ensemble de la société qui bénéficie de cet énorme investissement et non pas seulement les parents.

Comparé à ces dépenses gigantesques, les allocations familiales ne sont que des revenus insignifiants, et il est à la fois illogique et injuste de les réduire, ne serait-ce que de très peu. Un couple qui vit dans l'une des grandes villes du Canada est pauvre s'il dispose d'un revenu inférieur à \$12,000. S'il a un enfant, il lui faut un revenu additionnel de \$4,000. Les allocations familiales ne représentent que moins de \$400 par année, moins de 10 p. 100 du revenu additionnel nécessaire. C'est pourtant à ce modeste revenu que le ministre s'attaque par cette mesure.

Nous voterons contre ce bill, et nous voterons également contre les autres bills tendant à imposer des réductions. Nous lutterons contre ces mesures comme nous l'avons toujours fait, car nous croyons que les Canadiens ont droit aux programmes sociaux dont ils bénéficiaient. En fait, nous sommes convaincus qu'ils ont besoin d'une aide beaucoup plus considérable. Ce n'est ni le lieu ni le moment de dire au ministre et au gouvernement que s'ils croient réellement qu'il est impératif d'économiser l'argent que cette mesure permettra d'aller chercher, il existe des dizaines sinon des centaines de moyens d'économiser la même somme sans faire subir aux Canadiens le tort que causera ce programme.

Je vais énumérer quelques-uns de ces moyens. Je rappelle au ministre que son collègue le ministre des Finances, par une mesure budgétaire présentée l'année dernière, a réduit le taux marginal de l'impôt sur le revenu, celui que doivent payer ceux qui ont les revenus les plus élevés. Ce taux est passé de 59 à 50 p. 100. Cette modification coûte plusieurs centaines de millions de dollars aux Canadiens. Je rappelle au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social que l'on a accordé toute une série de cadeaux de ce genre aux contribuables qui sont dans la tranche de revenus la plus élevée. Si le gouvernement croit nécessaire d'économiser, il aurait pu le faire de beaucoup d'autres manières. Pour toutes ces raisons, nous avons l'intention de voter contre le bill.